

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## L'agression vietnamienne

**V**OUS vous souvenez : c'était en 1968, le 22 août exactement. Invoquant un « appel à l'aide » du peuple tchécoslovaque, l'URSS envahissait la Tchécoslovaquie. Aujourd'hui, le même processus est en marche à Hanoï pour justifier une nouvelle invasion, de grande envergure, soutenue par l'URSS, contre le Kampuchea démocratique, pays indépendant.

Radio-Hanoï diffuse à qui mieux mieux des « communiqués d'information », annonçant un « soulèvement général » au Kampuchea. Demain, elle annoncera triomphalement que l'armée vietnamienne est allée aider « l'insurrection populaire ».

Mais la ficelle est un peu grosse. Pas plus qu'en 1968, les peuples du monde ne se laisseront intoxiquer par ce bluff. Les peuples n'aiment pas les envahisseurs. Quelle que soit la propagande utilisée pour dissimuler l'invasion, tôt ou tard, la vérité se fait jour.

Et déjà, le vrai visage du Vietnam commence à apparaître. Que ce soit en Asie du Sud-Est ou en Occident, les journaux mettent en doute la réalité de l'insurrection au Kampuchea et soulignent les ambitions territoriales du Vietnam.

les divers pays de la région sont conscients que derrière le Vietnam, c'est encore Moscou qu'on retrouve. Et cela ne va pas sans les inquiéter. « Après le Kampuchea, à qui le tour ? » se demandent les pays d'Asie du Sud-Est. En France, seuls le journal trotskiste Rouge et l'Humanité du PCF accordent quelques crédits aux thèses vietnamiennes.

Quant à nous, nous devons continuer à démontrer l'intoxication de la propagande vietnamienne. La vérité doit éclater au grand jour. Popularisons le démenti catégorique apporté par Ien Sary, le vice-premier ministre cambodgien : « Les Vietnamiens veulent égarer les gens et leur faire croire que notre peuple ne soutient pas notre gouvernement en vue d'établir un régime fantoche à Phnom Penh ».

Il est possible que, dans un premier temps, les troupes vietnamiennes, aidées par l'URSS, remportent quelques succès dans leur agression.

Mais, comme l'a déclaré en substance Teng Siao-ping : même s'ils prennent Phnom Penh, le courageux peuple cambodgien qui a déjà résisté à l'agression américaine mènera la guerre populaire prolongée et remportera la victoire finale. La lutte peuple cambodgien pour la défense de son indépendance nationale nous concerne tous, car c'est un petit pays qui s'oppose aux ambitions hégémoniques de l'URSS par le Vietnam interposé.

Renforçons et développons le soutien au Kampuchea démocratique. Le peuple cambodgien doit bénéficier de la solidarité de tous les peuples du monde.

Claude LIRIA

## FOYERS DE TRAVAILLEURS IMMIGRES

# Contre les expulsions et les brutalités policières

**A**PRES l'intervention brutale de la police, le 18 octobre, à Metz, contre des résidents de foyers d'immigrés ;

Après le jugement d'expulsion de leur foyer contre 29 d'entre eux et le premier pas, mardi, dans l'exécution de ce jugement, la mobilisation la plus large s'impose, Français-immigrés unis, pour faire de la manifestation de ce samedi, à Metz, une riposte de grande ampleur.

(Voir article page 3 et dossier page 8)

# Riposter !



A chaque agression du gouvernement a répondu la riposte. Contre les expulsions dans les foyers et contre les brutalités policières, une manifestation à l'appel du Comité de coordination des foyers Sonacotra aura lieu à Metz le samedi 28 octobre à 14 heures sur l'esplanade. (Photo correspondant HR)

## La visite de Gromyko à Paris

# Refaire le terrain perdu

**G**ROMYKO, ministre des Affaires étrangères de l'URSS est arrivé à Paris, mercredi 25. Deux préoccupations sont à l'origine de ce voyage : la politique du gouvernement français qui est loin de plaire à Brejnev et la volonté de refaire le terrain perdu sur le plan diplomatique par l'URSS sur la Chine.

Les relations entre la France et l'URSS sont plutôt tièdes, tant du point de vue économique et commercial qu'au point de vue politique. La France, en intervenant au Zaïre a en effet contribué à mettre en échec la tentative soviétique de faire du Zaïre une tête de pont en Afrique. Cette intervention avait été condamnée avec beaucoup de colère par

les dirigeants de Moscou. Mais cela n'avait pas fait fléchir le gouvernement français. Moscou n'aime pas qu'on lui résiste et les relations entre les deux pays ont certainement été refroidies par la résistance de la France à la pénétration soviétique en Afrique.

Autre sujet de mécontentement des dirigeants de Moscou : la politique européenne de Giscard. Elle est vue d'un sale œil par Moscou qui a intérêt à ce que l'Europe conserve sa division et sa faiblesse actuelle et n'oppose pas une résistance unifiée à ses ambitions sur cette région.

Les dirigeants de l'URSS n'ont pas apprécié non plus la condamnation par le gouvernement français du procès contre le physicien Youri Orlov.

C'est là un premier volet sur lequel Gromyko va certainement faire part à ses interlocuteurs français des critiques soviétiques.

Le second volet de cette visite est la recherche d'alliés d'une part et la tentative de faire échouer les bonnes relations de la France avec la Chine. Après la signature du traité sino-japonais, après le voyage triomphal de Hua Kouo-feng dans les Balkans et alors que les négociations sur le désarmement entre Américains et Soviétiques piétinent, l'URSS est assez isolée.

Par contre, un véritable front se dessine pour résister à ses empiètements un peu partout dans le monde. Après l'Afrique, ces deux dernières années, l'URSS crée des troubles en Asie du Sud-Est. La politique belliciste de l'URSS apparaît de plus en plus et suscite la méfiance de nombreux pays.

Aussi Gromyko va-t-il tenter de réchauffer les relations. La presse soviétique, ces derniers jours, a dressé des couronnes à la France « force motrice de la détente » dans le but de faire bonne impression sur Paris.

Enfin, Gromyko va certainement demander au gouvernement français de renoncer à vendre à la Chine du matériel militaire moderne qui a fait l'objet d'un contrat important entre les deux pays. (Il s'agit de missiles milan et crotales).

La venue de Gromyko en France est marquée finalement par les difficultés rencontrées de plus en plus par l'impérialisme soviétique pour imposer son hégémonie et par l'isolement relatif dans lequel il se trouve.

**Oui, le PCF licencie dans la presse et le livre**

(Voir article page 5)

# LE MONDE EN MARCHÉ

Grèce

## 30 % d'abstentions aux élections

Les dernières élections municipales, qui se sont déroulées dans cent dix municipalités, dont Athènes, ont montré un net recul du parti gouvernemental. Le Parti socialiste et le Parti communiste de l'extérieur (pro-soviétique) ont amélioré sensiblement leur position. Quant à l'extrême-droite, elle a également progressé, mais, bien souvent, les candidats qui la représentaient se sont faits élire en se proclamant « apolitiques ».

En fait, ce qui apparaît le plus frappant dans ces élections, c'est le fort taux d'abstentions : 30 % des inscrits ne se sont pas présentés dans les bureaux de vote. Pourtant, tout avait été mis en œuvre par le gouvernement pour éviter cette désertion.

En effet, entre les deux tours, les rappels à l'ordre du ministère de l'Intérieur ont fusé en soulignant que le droit de vote était un devoir obligatoire. Ainsi, ceux qui s'abstenaient étaient passibles de diverses sanctions comme le fait de se voir refuser un passeport ou un permis de conduire, le gouvernement allant même jusqu'à des menaces d'emprisonnement.

Cette propagande n'a pas suffi pour « convaincre » les électeurs inscrits à assumer leur « droit ».

Le parti de Caramanlis, chef de l'Etat, qui n'a eu que 20 % des voix, a connu un sévère échec.

Erythrée

## Le FPLE regagne du terrain

Le Front populaire de libération de l'Erythrée vient d'annoncer qu'il avait réoccupé le 6 novembre dernier la ville de Diga, sur les hauts plateaux au sud d'Asmara, la capitale. C'est en juillet dernier que les forces érythréennes avaient dû abandonner cette ville face à la pression de l'offensive cubano-éthiopienne. Toutes les informations en provenance d'Erythrée s'accordent sur le fait que cette offensive, après avoir enregistré quelques succès, a été stoppée par les forces patriotiques érythréennes. Il semblerait que le FPLE soit aujourd'hui en mesure de repasser à l'offensive.

## Accord de Camp David

## Egyptiens et Israéliens dans l'impasse

LES négociations qui réunissent depuis près de huit jours les représentants égyptiens, israéliens et américains pour la mise en application des accords de Camp David semblent ne pas être prêtes à sortir de l'impasse dans laquelle elles sont engagées.

Il s'agit là, pour les deux délégations d'élaborer et de signer, sous le haut patronage américain, un accord de paix entre les deux pays. Camp David n'avait en effet été qu'une déclaration de principes, sans effets réels. Il n'est donc pas étonnant que ce soit aujourd'hui que surgissent des problèmes fondamentaux.

Le principal point de désaccord est celui du lien entre la signature d'un traité de paix entre l'Egypte et Israël et le problème palestinien. Dans l'accord de Camp David, ces deux points étaient envisagés dans deux paragraphes différents. Il semble que dans un premier temps, Carter ait obtenu l'accord des deux délégations sur une formulation des compromis, pouvant donner par la suite lieu à des interprétations différentes de part et d'autre. On

sait que pour les sionistes de Tel Aviv, il n'est pas question de création d'un Etat palestinien sur aucun des territoires actuellement occupés. Les Egyptiens, pour leur part, ont toujours mis l'accent sur le fait qu'ils ne signeraient pas un accord séparé qui passerait sous silence les droits nationaux du peuple palestinien.

Le président Sadate vient de refuser de ratifier les accords selon cette version de compromis « Il n'est pas question, a-t-il dit en substance, que ces accords puissent être différemment interprétés par la suite. Le lien entre le traité de paix et des progrès vers l'établissement d'un foyer national palestinien à Gaza et sur la côte Ouest est un problème crucial ».

Si aucune partie ne fait de concession, on voit mal comment l'accord pourrait être signé.

D'autre part, la conférence des pays arabes sur le problème de Camp David doit se tenir le 2 novembre à Bagdad. Tous les pays arabes, ainsi que l'OLP, ont donné leur accord pour leur participation. On ne sait encore toujours pas si l'Egypte, invitée, y sera présente.

## Les droits de l'homme au Vietnam

# Sur qui s'exerce la répression ?

LE plus en plus, les journaux et des personnalités comme Plioutch, le dissident soviétique exilé en France, dénoncent la répression sur le peuple qui sévit au Vietnam. Nous ne partageons pas certains de leurs arguments, il n'empêche que de nombreux faits viennent appuyer leurs déclarations.

Une chose est sûre : quand un pays choisit de s'aligner sur Moscou et de louer les « réalisations du socialisme » en URSS, quand un pays porte aux nues l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, quand un pays pratique lui-même l'invasion d'un autre pays, il y a malheureusement fort à parier que ce pays utilise chez lui les mêmes méthodes que celles de ses maîtres.

Et c'est ce qui se passe : suivant une politique extérieure agressive, allant jusqu'à envahir le pays voisin, les dirigeants vietnamiens suivent à l'intérieur une politique répressive, arrêtant et emprisonnant les opposants.

### QUI EST REPRIMÉ ?

Mais nous devons nous poser la question : qui sont ces opposants ? S'agit-il de criminels de guerre qui ont massacré le peuple pendant la guerre contre les Américains ? Si c'était le cas, nous

mien qui aimait la Chine. Il y a aussi tous ceux qui sont mécontents et qui le disent, simplement parce qu'ils n'ont pas assez à manger.

### D'ANCIENS MAQUISARDS EMPRISONNÉS

Nous avons déjà publié les témoignages des ressortissants chinois expulsés du Vietnam qui expliquaient, par exemple, comment ils étaient forcés de démissionner du Parti vietnamien parce qu'ils gardaient leur affection pour la Chine. Mais on sait aussi que plus de la moitié des anciens membres du Comité central du Front national de libération sont en prison, en résidence surveillée ou dans la clandestinité. Citons le cas de Huyn Tan-phat, ancien président du Gouvernement révolutionnaire provisoire

l'URSS qu'ils sont persécutés.

Citons aussi la mort en prison du vénérable Thich Thien-minh, l'un des dirigeants de l'Eglise bouddhiste unifiée, il y a une dizaine de jours. Etait-ce un traître, ce patriote qui a été emprisonné sous le régime pro-impérialiste de Diem, qui fut blessé au cours d'un attentat fasciste en 1966 et condamné à quinze ans de travaux forcés sous le régime de Thieu ?

### ENVOYÉS DANS LES « NOUVELLES ZONES ÉCONOMIQUES ».

Mais il n'y a pas que les anciens dirigeants communistes ou les personnalités religieuses patriotes qui sont réprimés. Il y a tout un peuple surveillé par des services de sécurité omnipotents. Vous avez un ami chinois et vous dites trop haut que vous n'aimez pas la politique de persécution à l'égard des ressortissants

chinois : vous risquez d'être accusé de faire partie d'un « réseau de subversion pro-chinois ». Vous avez une qualification et vous n'avez pas envie de payer des pots de vin pour avoir un poste correspondant à votre niveau, vous osez vous élever contre la corruption : vous risquez d'être envoyé dans les « nouvelles zones économiques », là où il n'y a rien, ni eau ni électricité ni riz pour manger. Faut-il parler aussi du contrôle de plus en plus strict des quartiers pour tenter de retrouver les déserteurs, ceux qui refusent d'aller combattre au Kampuchea ?

Quand on parle de répression, il faut se demander : répression sur qui ? Mais, au Vietnam, les faits prouvent qu'il s'agit de répression des communistes, d'anciens résistants ou de gens du peuple mécontents. Ce n'est que l'aboutissement d'une politique qui se soucie fort peu des intérêts du peuple et de l'indépendance nationale.

Claude LIRIA

## Le Vietnam isolé

Sur le plan diplomatique, le Vietnam est de plus en plus isolé en Asie du Sud-Est. Ses ambitions territoriales inquiètent ses voisins qui se rapprochent du Kampuchea démocratique, ce pays qui résiste à l'agression vietnamienne.

Le président des Philippines, Marcos, a déclaré à Ieng Sary, au cours d'un banquet : « Votre visite confirme le désir ardent, unifié et constant du peuple et du gouvernement du Kampuchea de maintenir des relations étroites et solides avec les Philippines et d'œuvrer avec ses voisins dans la région pour la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est ». Le communiqué commun déclare que les deux parties « s'opposent toutes les deux à l'établissement de l'hégémonie et des sphères d'influence dans le Sud-Est asiatique ».

En Thaïlande et en Malaisie, de nombreux journaux dénoncent la préparation par le Vietnam d'une nouvelle invasion contre le Kampuchea.

Par ailleurs, le dirigeant du Parti communiste du Kampuchea, Pol Pot, a reçu l'ambassadeur de Corée du Nord qui lui a déclaré que la Corée voulait consolider et développer les relations d'amitié et de coopération entre les deux partis, les deux peuples et les deux gouvernements.

serions les premiers à réclamer leur châtiment et leur rééducation (c'est par exemple ce qui s'est passé au Kampuchea démocratique. Et même s'il y avait eu des excès — il y a toujours des excès quand on fait une révolution — nous aurions pu comprendre). Mais les faits sont là.

Depuis la libération du Sud-Vietnam, ce sont tous ceux qui n'acceptent pas l'orientation délibérément pro-soviétique et antichinoise qui sont arrêtés ou persécutés. Et nul doute qu'ils sont nombreux car c'est la majorité du peuple vietna-

(GRP) : en résidence surveillée ; de N'Guven Doa, ancien vice-président du GRP ; disparu ; de Phung Cung, ancien responsable de l'intérieur du GRP dans la clandestinité. Il y a aussi les nombreux ministres et vice-ministres du GRP qui ont été envoyés à la base et remplacés par des cadres du Nord, plus « disciplinés ». Peut-on les accuser d'être des criminels de guerre, ces anciens résistants, ces anciens dirigeants de la lutte de libération ? Non. C'est parce qu'ils n'acceptaient pas la soumission du Vietnam à l'égard de



Le ressortissant chinois au Vietnam a été envoyé à la frontière par les autorités vietnamiennes. Il doit fabriquer des pieux en bambou pour gêner la fuite de ses frères qui veulent regagner la Chine.

DANS L'ACTUALITE

# La vérité de l'agression vietnamienne éclate au grand jour

- Ieng Sary dément catégoriquement la thèse d'un soulèvement au Cambodge
- Teng Siao-ping déclare que si les Vietnamiens prennent Phnom Penh, le peuple cambodgien triomphera par la guerre populaire

**I**ENG Sary, le vice-premier ministre cambodgien en tournée dans le Sud-Est asiatique vient de démentir catégoriquement les « informations » de *Radio Hanoi* selon lesquelles « un soulèvement général » aurait éclaté au Kampuchea démocratique. Ce n'est que de la propagande, a-t-il dit. Il a toutefois rappelé que des dirigeants vietnamiens poursuivent leur objectif « d'avalier » le Kampuchea en tentant d'y instaurer un régime fantoche à leur solde. Quelques jours plus tôt, le vice-premier ministre chinois, Teng Siao-ping, avait accordé un interview à des journalistes thaïlandais à Pékin. A l'heure où l'agression vietnamienne contre le Kampuchea est imminente, se cachant derrière un pseudo-soulèvement populaire, nous reproduisons ici les passages de cet interview concernant justement le conflit Vietnam-Kampuchea.

« Le Vietnam a une idée comique : il croit que ses forces armées sont les troisièmes du monde, après

la Chine et les Etats-Unis. Le Vietnam cherche des positions en Asie du Sud-Est et utilise le Vietnam comme une base stratégique. (...) »

essayer. Il aura une surprise (...). Le Vietnam va avoir à se rendre compte des réalités après avoir eu affaire quelque temps à l'Union soviétique, L'Egypte, la Somalie et l'Inde sont des exemples à cet égard (...)

Le Vietnam est un fardeau que l'URSS porte. Le Vietnam recherche de l'aide dans le monde entier. J'ai entendu dire que le Japon lui a donné une aide de 50 millions de dollars. La Chine elle, a donné plusieurs dizaines de milliards de dollars et pourtant elle n'a pas pu l'aider. Comment les 50 millions du Japon pourraient-ils aider le Vietnam ? Le Japon dit qu'il aide le Vietnam pour qu'il ne s'adresse pas à l'URSS. Mais la Chine a dit au Japon que le Vietnam s'est depuis longtemps adressé à l'URSS.



Au cours de son voyage au Kampuchea démocratique (Cambodge) la délégation du Parti communiste marxiste-léniniste a pu voir de nombreuses armes de fabrication soviétique. Ces armes ont été récupérées au cours des combats contre les agresseurs vietnamiens.

celles des Etats-Unis et celles de l'URSS. Le Vietnam est très arrogant. La Chine a tenté de trouver les raisons de la position du Vietnam contre la Chine. Les raisons importantes sont les suivantes :

Le Vietnam veut obliger le Cambodge à capituler. Il sait que le Cambodge a moins de troupes que lui. Le Vietnam prépare une grande offensive pour la saison sèche et pourrait même conquérir Phnom Penh.

et que les Soviétiques ont depuis longtemps des bases militaires au Vietnam (...)

Le Cambodge doit compter sur ses propres forces. Bien sûr la Chine fournit une aide au Cambodge, mais seulement égale au dixième de celle qu'il avait fourni au Vietnam. Nous avons décidé de soutenir le Cambodge et nous espérons que d'autres Etats de l'Asie du Sud-Est soutiendront aussi le Cambodge.

Ce ne serait pas si mal que le Vietnam prenne Phnom Penh, car ainsi le monde entier connaîtrait ses intentions.

A ce sujet, Teng Siao-ping a dit que le peuple cambodgien poursuivrait une guerre de guérilla qui, finalement, triompherait de l'invasion vietnamienne.

« Si le Vietnam croit que, comme troisième puissance militaire mondiale, il peut utiliser la force contre un autre pays, il n'a qu'à

Quels sont les risques d'un conflit étendu ?

« Si le Vietnam attaque le Cambodge en force, je ne crois pas que les développements seront limités au Cambodge. Le monde verra le vrai visage du Vietnam et, à ce moment-là, les Etats de l'ASEAN auront à prendre position. »

Premièrement, le Vietnam veut créer une fédération de l'Indochine englobant le Laos et le Cambodge. Il veut utiliser cette fédération comme base pour augmenter son influence dans le Sud-Est asiatique.

Deuxièmement, la Chine a dès le début été opposée à cette fédération. Pour ces deux raisons la Chine est considérée par le Vietnam comme un grand obstacle. Pour sa part l'Union sovi-

## Foyer SONACOTRA de Florange (Moselle)

# La police veut expulser 29 résidents

**P**OUR briser la lutte au foyer de Florange, la Sonacotra a fait semblant de satisfaire les revendications des résidents en agrandissant les chambres et donc en supprimant une chambre sur deux. Les résidents, avec leur comité se sont opposés aux travaux et ont empêché les entreprises de pénétrer dans le foyer.

Suite à cela, le juge des référés de Thionville, dans un arrêt rendu le 19 octobre, a ordonné l'expulsion de vingt-neuf résidents et cela dans les quarante-huit heures. Aujourd'hui, 24 octobre à 13 heures, alors que la plupart des résidents étaient en vacances, une centaine de flics ont encerclé le foyer, ont saisi tout ce qu'ils ont trouvé dans les vingt-neuf chambres et les ont bloquées.

Pendant que les flics faisaient leur triste travail, guidé par le directeur régional adjoint de la Sonacotra,

les résidents regroupés et toujours aussi déterminés criaient le poing levé : « Non aux expulsions, la lutte, la lutte jusqu'à la victoire ».

Pour riposte à cette nouvelle intervention policière qui fait suite aux matraquages du 18 octobre au

soir à Metz-Woippy le Comité de coordination et le Comité de résidents des dix-neuf foyers en grève en Lorraine organisent une grande manifestation de riposte le samedi 28 octobre à 15 heures, à l'esplanade à Metz.

correspondant HR

## Comment la police fabrique un coupable

Le journal *Le Matin* du 25 octobre raconte comment un adolescent de 17 ans a été accusé à tort du meurtre de ses parents adoptifs. A l'origine de ce qui aurait pu être une erreur judiciaire, il y a les interrogatoires de la police de l'adolescent : René R. Le 23 mars 1978, en rentrant du travail, il découvre ses parents adoptifs, gisant sur le sol, tués par balles. Il avertit la gendarmerie. Très vite, il devient aux yeux de la police le suspect numéro 1. La police se base, pour accrédi-ter sa suspicion, sur deux faits. René n'a averti la police qu'à 19 h alors qu'il est habituellement de retour du travail vers 17 h. De plus, la veille il s'était disputé avec ses parents adoptifs pour de l'argent de poche. Après une nuit d'interrogatoire, il avoue qu'il est l'auteur du meurtre et raconte comment il aurait tué ses parents. La police sur la foi de ses aveux et d'une première enquête conclut à la culpabilité de René qui passe ensuite devant le juge d'instruction.

Or, le juge, devant un certain nombre d'incohérences du dossier fourni par l'enquête de police, ordonne un supplément d'informations. Celui-ci prouve que les aveux de René ne tiennent pas debout et sont invraisemblables. Il disait avoir tué ses parents en tirant un coup de pistolet dans leur dos alors qu'ils ont été abattus de face. Il disait avoir tué vers 17 h 30 alors que l'enquête situe le meurtre vers 13 h.

Ce qui est en cause, c'est la manière dont la police a obtenu les aveux de René. C'est le même service qui avait obtenu ceux de Christian Ranucci, condamné à mort puis exécuté et dont on se demande s'il n'aurait pas été victime d'une erreur judiciaire. La police, pour obtenir des aveux de suspects innocents, doit certainement utiliser des méthodes assez inavouables. De plus, ses conclusions totalement fantaisistes reposaient sur quelques vagues faits qui ne constituent pas des preuves. Certains services de police sont prêts à envoyer à la guillotine des innocents pour faire la preuve auprès de leurs supérieurs de leur efficacité. Les aveux, par exemple, valorisent davantage les policiers qui les ont obtenus que la recherche longue des preuves et indices matériels. A la limite, ce qui compte le plus, c'est la rapidité du résultat que la vérité. Le journaliste du *Matin* termine son article en posant la question : « Combien y a-t-il aujourd'hui en prison de gens qui n'ont pas eu "la chance" de ce jeune homme ? ».

Décidément, pour la police, la vie d'un homme, surtout quand il s'agit d'un pauvre, ne vaut pas grand-chose.

## Iran Le régime chancelle

En Iran, c'est la politique pour le régime. L'économie est sérieusement ébranlée par les grèves qui se poursuivent toujours. Si les ouvriers de la raffinerie d'Abadan ont repris le travail dimanche dernier, à la suite d'un accord salarial, les grèves du secteur public, et notamment des Postes, continuent. Depuis trois semaines, le courrier n'a pas été distribué. Les employés de banques, des douanes, etc. sont toujours en grève.

De plus, et malgré la présence permanente de l'armée, les réunions et manifestations contre le régime se multiplient.

Le week-end dernier, des heurts violents ont opposé, une nouvelle fois, les manifestants et l'armée. Il y aurait eu entre cinq et quinze personnes tuées. La panique commence à gagner les milieux gouvernementaux et les rumeurs d'abdication du Shah s'amplifient.

Le fils du Shah aurait demandé à son père d'abandonner le pouvoir en sa faveur et le Shah aurait refusé cette alternative. Enfin, diverses personnalités d'opposition ont rencontré l'Ayatollah Komeiny à Paris. Selon le journal ouest-allemand, *Bildzeitung*, celui-ci serait favorable à une abdication du Shah en faveur de son fils.

Autant de rumeurs difficilement vérifiables.

Cependant, il apparaît désormais évident que la division au sein de l'équipe dirigeante devient de plus en plus flagrante à mesure qu'évolue la situation économique et sociale. Partisans d'un relâchement et partisans de la voie forte continuent de s'affronter et aucune politique gouvernementale n'arrive à se dégager.

## Attaques contre le droit de grève

A l'occasion des mouvements de grève, patrons et ministres en chœur accusent les grévistes.

Ceyrac hier à la télévision a accusé les postiers en grève d'aggraver le chômage. Son raisonnement est aussi simpliste que grossier. Les entreprises ne reçoivent plus leur courrier, leurs commandes, leurs factures. La production baisse donc à cause de la grève. Certaines entreprises risquent de faire faillite et de licencier, d'où aggravation du chômage. Ceyrac prend les travailleurs pour des imbéciles !

Ségard, ministre des PTT, y est aussi allé de son couplet : « Ces grèves sont... une source de difficultés supplémentaires apportées à l'effort de redressement de l'économie nationale... ». D'après lui, ces grèves sont nuisibles pour les usagers. Cela ne manque pas de cynisme quand on sait que l'acheminement et la distribution du courrier sont avant tout perturbées par le manque d'effectifs.

Le ministre des transports a lui, déclaré : « La grève des marins risque de porter un coup très sévère à l'économie nationale ».

Ces beaux-défenseurs du profit n'ont rien dit quand des milliers de licenciements étaient annoncés dans la navale, la sidérurgie etc.

40e congrès CGT

# La gestion démocratique

La direction de la CGT donne toujours des illusions sur le fait qu'on peut mettre en place sous le capitalisme une structure qui donnerait un certain pouvoir aux travailleurs

**A** PRES le rapport d'activité, la direction de la CGT vient de publier (*Peuple* No 1 046) le programme d'action pour le congrès. Trois parties à ce long document qui précise les points du document d'orientation : les revendications, l'action pour des changements démocratiques, la position de la CGT face aux problèmes internationaux. Sur les revendications, beaucoup à dire, mais rien de bien nouveau, si ce n'est l'importance de la rubrique sur la « qualité de la vie », nous aurons l'occasion d'y revenir. Après l'échec du Programme commun, en mars dernier, c'est la deuxième partie qui prend un sens particulier : l'action pour les changements démocratiques.

« L'union est à reconstruire » ; sans reprendre l'appel direct qui est dans le rapport d'orientation, le projet de programme argumente : « *Étroitement liées à son combat pour la satisfaction des revendications sociales immédiates, elles (les mesures économiques urgentes) visent à les consolider et à freiner le processus de dégradation économique (...). La lutte de masse... peut, dans le contexte d'une crise de structure... créer un rapport de forces sociale, économique et politique conduisant le pouvoir à faire des concessions réelles...* ».

La grande orientation est donnée qui va déterminer l'activité de la CGT dans les mois à venir : ne pas se limiter à « modifier les décisions des patrons » disait J. L. Moy-

not, mais chercher à « modifier les structures économiques ».

Cette orientation va très loin, le projet nous le confirme : la CGT en vient même à demander la mobilisation des comités d'entreprise dans la lutte contre l'inflation en rendant nécessaire leur avis sur les augmentations de prix des produits fabriqués par l'entreprise !

En fait, ce document, complexe, qui aborde beaucoup d'aspects de la vie économique et même des réformes de structure, (« démocratiser » l'appareil d'État, nationalisation et planification démocratiques, établir le rôle des travailleurs dans la démocratisation de l'économie, conseils ouvriers, pouvoir aux comités d'entreprise, etc.), développe un point de vue



que nous devons combattre résolument : l'illusion qu'on peut mettre en place, sans changer la nature de l'État, une structure qui donnerait un certain pouvoir aux travailleurs.

Deux mystifications qui entraînent les travailleurs dans l'impasse du réformisme, deux mystifications qui désarment leur lutte.

Première mystification, leur faire croire que par de simples pressions essentiellement économiques, la classe ouvrière peut obtenir le pouvoir.

Deuxième mystification : leur faire croire qu'il peut y avoir un double pouvoir, même partiel.

Mais, comme nous l'avons montré par exemple dans la sidérurgie, ce sont les mêmes grandes familles qui possèdent et qui gèrent.

L'État actuel, c'est l'État des capitalistes, on ne peut pas l'utiliser pour faire une « autre politique », une politique pour les travailleurs. Et aussi

longtemps que les patrons décideront, il fera une politique pour les patrons.

« Il s'agit d'instaurer un nouvel état de fait où il ne sera plus possible aux patrons de tout décider seuls et d'agir sans contrôle comme ils l'entendent » dit le programme, mais comment les travailleurs vont-ils imposer leur point de vue en cas de litige ? Cette question n'est pas posée. Le texte reste dans le vague.

Cette orientation montre que la direction de la CGT est aujourd'hui définitivement engagée dans la voie réformatrice et elle ne compte que sur l'obscurité qu'elle met dans la tête des travailleurs pour garder l'image de syndicat de classe dont elle a hérité de son passé. Pourtant, patiemment, la vérité fait son chemin et de plus en plus de travailleurs feront le lien entre les « défauts » d'une pratique syndicale et toute une conception du syndicalisme.

Claire MASSON

## La présentation dans l'Humanité du débat dans la CGT

Dans un article intitulé : « *La CGT se met à jour* », l'Humanité du 23 octobre présente sa version de la préparation du 40e congrès de la CGT : « *Les aspects les plus divers de l'activité syndicale sont abordés avec une liberté, des audaces qui peuvent surprendre... L'attitude de la CGT pendant la campagne électorale, constitue, certes, un thème important des discussions, mais petit à petit d'autres interrogations se profilent sur son fonctionnement...* » ! Et voilà évacué tout l'aspect politique du débat qui a pourtant fait jusqu'à maintenant l'essentiel du contenu des lettres publiées dans la Vie ouvrière.

En effet, tout le reste de l'article, pourtant assez long n'aborde que la question, « une CGT plus près des masses, de leurs problèmes », une « CGT qui combat la routine », des « délégués sur le terrain et non pas en d'interminables réunions ».

La direction du PCF aurait-elle peur que le débat dans la CGT ne fasse écho à celui qui se mène dans ses propres rangs, et qu'il contribue à augmenter le doute de ses propres militants sur la stratégie de l'Union de la gauche, après l'échec de mars ?

Mais que peuvent penser les militants cégétistes qui suivent le débat devant un tel compte-rendu ?

### Grève des marins

# Pour riposter aux attaques patronales, combattre le chauvinisme

**L**A grève des marins en est maintenant à sa deuxième semaine. A son origine, l'embauche par les patrons de la marine marchande de personnel (originaires du tiers monde, indonésiens, par exemple) à des conditions différentes du statut des travailleurs de la marine, c'est bien évidemment une attaque contre ce statut et donc une menace directe contre les acquis qu'il représente.

Une telle attaque, portée au nom de la compétitivité, justifie amplement une riposte des marins. Les conditions dans lesquelles les patrons de la marine prévoient l'embauche de ces nouveaux personnels à des salaires très inférieurs, sans congés durant la première année, etc, sont elles-mêmes insurmontable et, du simple point de vue de la solidarité internationale, appellent

à une action des marins français.

Leur intérêt converge ici étroitement avec celui de marins d'autres nationalités qui pourraient être aussi employés, par les mêmes patrons. Le mot d'ordre qui peut le mieux refléter cet intérêt commun et désigner la cible de la lutte ne peut qu'être un mot d'ordre tel que : « Pas d'embauche hors

du statut ». Il s'agit sur cette base d'unir les marins, qu'ils soient français ou du tiers monde, contre le même ennemi : le patronat et son plan qui vise à renforcer l'exploitation des travailleurs du transport maritime.

Or, l'orientation donnée à la grève par la direction de la CGT (principal syndicat, et de loin, dans ce secteur) est tout autre.

Le chauvinisme de ses mots d'ordre du genre « fabricions français » se traduit ici par des positions franchement racistes de refus d'embauche de travailleurs non-français sur des bateaux français. Au moment où le gouvernement Giscard-Barre lui-même entretient une campagne de grande ampleur visant à faire passer les travailleurs immigrés pour responsables

du chômage et à les éliminer systématiquement, y compris par voie d'expulsion, une telle orientation est plus que dangereuse. Travailleurs français d'abord : voilà qui est tout à l'opposé de l'internationalisme et tout simplement de l'unité de la classe ouvrière en France. Sur ce point, où les idées chauvines entretenues et cultivées par le pouvoir ont une large prise, l'orientation de la direction CGT va à l'opposé de l'attitude nécessaire pour l'unité français-immigrés, pour l'unité internationaliste de tous les prolétaires du monde.

La division, c'est l'âme des patrons. Il faut combattre la division, combattre le chauvinisme et le racisme, lutter pour l'unité la plus large contre les attaques patronales.

PRENEZ CONTACT avec  
**Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)**

Nom : .....  
Prénom : .....  
Profession : .....  
Lieu de travail : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....

A retourner à la Boite postale de l'Humanité rouge

# POLITIQUE ET SOCIAL

## Télévision - Société Française de Production (S.F.P)

# Pourquoi la crise ?



Mardi matin les travailleurs de la SFP manifestaient contre les licenciements qui les menacent.

**U**N trou de 200 millions. Un PDG qui fait une dépression nerveuse et qui démissionne. Trois mille travailleurs du spectacle en grève. Que se passe-t-il à la SFP (Société française de production).

La SFP, c'est le secteur le plus important de l'ex-ORTF démantelé en 1974, par le pouvoir. La SFP, c'est les *Cinq dernières minutes*, *le Pain noir*, *Zola*, *Le grand échiquier*, *La lorgnette*, *Maigret*, *Les grands reportages sportifs*, *Offenbach*, *Les rendez-vous du dimanche*, etc.

C'est une des plus importantes des sept sociétés résultant du démantèlement de l'ex-ORTF. Elle fonctionne avec des capitaux de l'Etat mais elle est gérée

comme une entreprise privée.

### HOLLYWOOD OU CINECITA

La SFP, c'est sept studios aux Buttes-Chaumont, dans le 19<sup>e</sup> à Paris, c'est trois studios à Joinville-le-Pont, deux salles publiques à la Maison de la radio, une salle publique à l'Empire, un centre de reportage vidéo-mobilité à Issy-les-Moulineaux et Meudon,

un laboratoire film à Cognac-Jay et un complexe audiovisuel à Bry-sur-Marne. Le gouvernement vient d'ailleurs d'arrêter la construction des studios de Bry-sur-Marne. Ces studios étaient destinés à devenir une vitrine de prestige de la SFP. Le Hollywood ou le Cinecitta européen, ils avaient déjà coûté cinquante millions de francs.

### LE DÉFICIT DEPUIS 1974

En 1974, le résultat d'exploitation de l'ORTF était bénéficiaire de 38,5 millions de francs. En 1977, un seul des sept organismes fait des bénéfices, c'est Radiofrance (4,5 millions de

francs). Déjà en 1977, la SFP avait lancé un emprunt de quatre millions. Avec son matériel, ses techniciens, elle est en mesure de réaliser les émissions nécessitant de gros moyens. Elle loue aux chaînes de télévision des techniciens, du matériel, des décors, des costumes, des caméras, etc...

### L'EMPIRE ET BRY-SUR-MARNE

Bien sûr, il y a eu les dépenses de prestige de Edeline, le PDG démissionnaire. L'aménagement et l'acquisition du cinéma Empire destiné à lancer les produits SFP : coût de l'opération, 42 millions coût du fonctionnement, 4,2 millions par an. Il y a aussi les studios de Bry-sur-Marne qui risquent d'être un second « La Villette ».

### LES VRAIES CAUSES

Mais surtout, il y a le fait que les coûts de production de la SFP étaient trop élevés pour les chaînes de télévision, principal client de la SFP. Dans les prix de production, des films ou des émissions, la SFP intégrait l'amortissement du matériel et des studios. Or, depuis l'éclatement de l'ORTF, les chaînes avaient une plus grande liberté de manœuvre. On voyait moins de productions françaises à la télévision mais beaucoup plus de westerns, de production de télévision américaines bien moins chères. De plus en plus, les chaînes de télévision font appel à des producteurs privés qui réalisent des émissions à des prix très bas. Ces firmes profitant du chômage des comédiens et des techniciens travaillent au cachet,

sans respect des conventions collectives de la profession, à l'américaine. On en arrive au stade où la SFP faisait de plus en plus de travail de sous-traitance pour des firmes privées.

### LA SFP AU SECTEUR PRIVE

Que veut le pouvoir actuellement et vers quoi s'achemine-t-on ? le gouvernement veut privatiser tout le secteur de la production lourde rentable, reverser une partie des techniciens aux différentes chaînes de télévision et licencier les autres. Ceux qui resteraient dans la production lourde travailleraient au cachet et sans aucune garantie.

### UNE ATTAQUE CONTRE LES ACQUIS DES TRAVAILLEURS

Par cette opération, le gouvernement essaie une

fois de plus de briser l'unité des travailleurs de la télévision. Déjà la réforme et l'éclatement de l'ORTF avaient sanctionné le recul du gouvernement sur ce point. Les travailleurs de la télévision avaient fait front. Le gouvernement qui n'a pas oublié la grève des comédiens, il y a deux ans, veut revenir sur les acquis des travailleurs, il veut revenir sur les conventions collectives. Il veut disperser les travailleurs de la SFP dans plusieurs boîtes privées avec des salaires de misère, avec le travail au cachet avec la perte de tous les droits marqués dans les conventions collectives de la profession.

Tout cela les travailleurs le refusent. Mardi 24, la grève de la SFP était reconduite jusqu'à jeudi et les travailleurs manifestaient de 10 h à 13 h de la République à la rue de Rivoli. Tous les jours, se tient une assemblée générale des travailleurs aux studios des Buttes-Chaumont.

## Edeline : du cinéma à la télévision

Monsieur Edeline, PDG démissionnaire de la SFP, passait pour être l'« homme du président ». En fait, c'est surtout un magnat de l'audiovisuel. Avant d'être PDG de la SFP, il était président de l'UGC (Union générale du cinéma). Un des plus gros circuits de distribution de films cinématographiques : six cents salles lui sont rattachées. Autant dire que l'UGC fait la pluie et le beau temps dans la distribution. L'UGC ex-organisme d'Etat a été privatisé et cédé pour une bouchée de pain au secteur privé.

Edeline est toujours président de la Fédération des exploitants de cinéma. En le plaçant à la tête de la SFP, peut-être pensait-on mettre quelqu'un qui a de l'expérience en la matière de privatisation de l'audiovisuel pour préparer l'éclatement de la SFP !

## Après enquête, nous pouvons le confirmer

# Oui le PCF licencie dans la presse et le livre

**L**E Monde l'avait affirmé, Libération avait apporté certaines précisions. Sève, directeur des Editions sociales et Leroy, directeur de l'Humanité l'avaient démenti féroce. Pourtant une discussion que nous avons eue avec des permanents du PCF permet de le confirmer : le PCF licencie des dizaines de ses permanents du livre et de la presse pour raisons économiques et pour cause de restructuration.

La nouvelle formule de l'Humanité est une des expressions de la restructuration que connaît aujourd'hui la presse du PCF et son secteur livre.

### RESTRUCTURATION ET LICENCIEMENTS

Le groupe de librairie-édition contrôlé par le PCF était auparavant composé de trois types de sociétés : les sociétés d'éditions, genre Editions sociales ou Editeurs

Cet ensemble aux mains du PCF n'a pas échappé d'une part à la crise générale qui traverse toute l'économie capitaliste et donc la presse et l'édition aussi, elle n'a pas échappé réunis : le Centre de diffusion du livre et de la presse ; et des sociétés de vente de livres par courtage comme le Livre-Club Diderot.

non plus à la crise interne du PCF, au recul de l'influence de ce parti en France.

Face à la crise, la direction du PCF a décidé de restructurer et de licencier. Le projet a été confié à Hermer, connu déjà pour avoir censuré la brochure centrale du PCF pour les élections. Vivre, sur la question de l'URSS et des libertés.

Il y a eu du fait de cette restructuration des différentes sociétés déjà plus de 80 licenciements. Tous les travailleurs licenciés n'ont pas été reclassés. Il est prévu dans les jours à venir une nouvelle vague de licenciements par lettre individuelle : 45 à 55 dans les ventes par courtage et une dizaine aux Editions sociales.

Cette politique de restructuration et de licenciements pour motif de crise économique ne vous rappelle-t-elle pas celle d'un gros bourgeois rondouillard, premier ministre de Giscard,

### LA OU LE POLITIQUE REJOINT L'ECONOMIQUE

Le PCF aurait profité de ces licenciements économiques pour éliminer en priorité (comme il se doit) les travailleurs et les cadres jugés indociles. C'est le cas notoire pour Antoine Spire, « démissionné » alors qu'il était directeur commercial des Editions sociales, mais en désaccord avec la politique de restructuration menée à ce niveau.

Nous dépassons aussi le cadre strictement économique que quand nous apprenons quelle fut l'attitude de la CGT des travailleurs du livre et de l'édition dans cette affaire. « Tout ce que nous pouvons dire ou écrire est jeté au panier ou mis aux oubliettes », nous a déclaré un permanent directement concerné. « Par contre, précisez-le, dans l'Humanité, on donne le point de vue de Fizbin, Leroy et de quelques autres pontes de notre syndicat. »

En fait de point de vue, c'est de véritables cris de rage qu'ont poussés Sève, directeur des Editions sociales, dans le quotidien du PCF du 23 octobre, Leroy le lendemain, et quelques membres de la CGT le même jour. De démonstration pour réfuter les dires des uns et des autres. Mais, des injures sans

argumentation, visant aussi bien Le Monde que Libération ou leurs journalistes nominalement.

« Si nous ne pouvons plus nous exprimer, qu'allons-nous faire ? » nous disait avec une colère contenue un employé du livre, travaillant pour le compte d'une maison du PCF.

### PATRONS DE CHOC

La direction du PCF s'est aussi comportée comme un patron de choc en ce qui concerne la presse. D'une part les menaces de Leroy, directeur de l'Humanité, contre tous les journalistes, de T. Pfister du Monde à A. Duhamel d'Europe 1, qui osent s'intéresser au PCF. D'autre part, une politique de maître absolu en matière d'emploi.

C'est ainsi que l'accord conclu entre la direction de l'Humanité et le syndicat CGT du livre (tenu en mains au sommet par la direction du PCF) stipulait le 6 septembre 1978 : « En plus des dispositions prévues par l'accord du 7 juillet 1976 et ses avenants, la direction (de l'Humanité) faut-il préciser ? se réserve la possibilité de proposer au personnel en surnombre des emplois dans la profession du livre ou hors du livre. »

C'est, commente Libération, un retour en arrière sur l'accord signé antérieurement le 7 juillet 1976

## Attaques personnelles

« Qu'est-ce que ça peut nous faire que Spire ait eu des ambitions personnelles ? » nous a déclaré un militant du PCF, employé par son parti dans le secteur du livre. Et il précisait en haussant les épaules avec un petit sourire : « De toute façon, ils en ont tous ! »

Car, c'est bien l'argument « d'ambition personnelle » que le directeur des Editions sociales, Sève, met en avant dans l'Humanité de lundi dernier, pour justifier que Spire ait été démissionné de son poste de directeur commercial des Editions. Il voulait, nous dit-on, « être sensiblement plus... » Il y a déjà plusieurs années maintenant que la direction du PCF lance des attaques personnelles contre quiconque s'oppose à elle pour raisons politiques.

La raison que donne Spire, lui, est la suivante : « Je suis en désaccord avec cette réorganisation (voir notre article ci-contre - note de l'Humanité rouge - dont le principe me semble être la sous-estimation de la spécificité de la démarche éditoriale. Il s'agit de soumettre la politique de la Maison d'édition à la gestion d'un vaste ensemble où les impératifs économiques auraient la préséance. »

Notre interlocuteur ne gobait pas non plus l'argument de « difficultés économiques ». « Les difficultés économiques, nous n'en sommes pas responsables. Les 50 millions de déficit, ce n'est pas notre travail qui en est la cause. Ce n'est pas à nous de payer... »

en pleine lutte du Parisien Libéré) et qui garantissait l'insertion dans la presse à tout travailleur qui serait privé d'emploi par suite de restructuration technique ou autre à l'Humanité. Voilà quel fut le prix du nouvel Humanité : les licenciements de travailleurs ne pouvant se faire aux nouvelles techniques d'impression offset ou en sur-

nombre » ne seront pas suivis de reclassement dans la branche professionnelle au même emploi.

Faut-il préciser que tout cela se fait au nom de la crise de la presse et du livre ? Faut-il préciser que là aussi cela ressemble beaucoup à la politique d'un gouvernement que nous connaissons trop bien ?

Philippe LECLERC

L'Humanité rouge L'Humanité

D'où vient l'argent

MARDI matin L'Humanité, organe central du PCF a procédé au lancement de sa nouvelle formule beaucoup plus couteuse mais dont elle attend d'importants avantages financiers en offrant un meilleur support publicitaire susceptible d'apporter davantage d'argent. Le « lancement exceptionnel » qui préside à cette nouvelle formule est assez explicite sur la question. S'il est annoncé que « Le journal du Parti communiste français fera bénéficier ses lec-

teurs et ses annonceurs de nombreuses et importantes améliorations » en fait, les annonceurs semblent les premiers concernés. La feuille spéciale destinée à vanter la nouvelle formule leur a été surtout consacrée. Elle apprend que « L'Humanité à l'électorat le plus jeune, situé dans la tranche d'âge où les principaux achats sont engagés » qu'elle possède le pourcentage de lecteurs actifs le plus important de la presse quotidienne de Paris. Ils se situent dans les couches socio-professionnelles dont le pouvoir

d'achat est au-dessus de la moyenne nationale ». Citons encore « L'Humanité, un journal qui n'hésite pas à valoriser ses annonceurs »... En effet, Roland Leroy, rédacteur en chef de l'« Humanité » a quand même jugé nécessaire de publier un extrait de son interview sur RTL dans lequel il justifie notamment l'appel fait à la publicité qualifiée pour les besoins de la cause de « moyen d'information et de communication contemporain, tout à fait adapté à la vie contemporaine ».

Il ne parle pas par contre des 85 licenciements dont s'accompagnerait le lancement de cette « nouvelle formule » qui s'inscrit dans le cadre de la restructuration des organes de presse. C'est que l'Humanité fait partie d'un groupe de presse qui est le premier de France par son chiffre de vente et qui obéit aux mêmes lois pour ce qui est des méthodes de financement que le restant de la presse bourgeoise. Comment s'en étonner ? Il y a un lien étroit entre le contenu idéologique et

politique d'un journal et ses méthodes de financement et de fonctionnement. Or, les dirigeants du PCF se servent de l'Humanité pour impulser dans notre pays le révisionnisme moderne qui n'est que la forme de l'idéologie bourgeoise adaptée à la classe ouvrière. Si nous rappelons tout cela c'est aussi pour mieux opposer sur la base des faits notre presse marxiste-léniniste à un journal comme l'Humanité. Le contenu de notre presse s'adresse tout entier à la classe ouvrière et aux autres travailleurs qui aspirent à abolir le patronat et le capitalisme. C'est pourquoi, notre presse tient à rester indépendante totalement de la bourgeoisie et refuserait de faire paraître dans ses colonnes des publicités bourgeoises. C'est aussi pourquoi sans doute le

gouvernement ne nous accorde aucune subvention contrairement à l'Humanité. Contrairement à l'Humanité, nous ne comblons nos déficits que grâce aux sommes envoyées par nos lecteurs, et aux sommes envoyées en souscription par les travailleurs. C'est pourquoi la bataille que nous avons engagée n'est pas celle des recettes publicitaires mais celle de la diffusion militante et de la souscription indispensable pour nous permettre de combler le déficit avant la fin de l'année. Camarades et amis lecteurs, c'est sur vous que nous comptons pour mener à bien cette grande bataille politique. C'est vous qui êtes notre force et qui permettez à notre presse de jouer son rôle révolutionnaire.

Jean QUERCY

Budget de la Justice

Plus d'argent, plus de personnel, plus de prisons

Davantage d'argent, davantage de personnel, davantage de prisons. Pour la première fois depuis longtemps, le budget de la justice dépasse 1 % du budget total de la nation. Avec 4 711,95 millions de francs, il est en augmentation de 43,52 % en ce qui concerne les crédits de paiement et de 46,41 % pour les autorisations de programme. 340 millions seront consacrés à la construction ou à l'ouverture de deux prisons (à Metz et Bois d'Arcy), à la modernisation de certaines autres et également à l'aménagement des quartiers de haute sécurité. Les effectifs du personnel des tribunaux et des prisons est en augmentation. 1 641 postes seront créés en tout, dont 284 pour le personnel pénitentiaire (250 emplois iront à la seule prison de Metz) et 1 105 pour les tribunaux. Après l'augmentation de 21 % du budget de la police, celui du ministère de la Justice traduit un renforcement de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et donc de la répression sous ses diverses formes.

Culturel

Alambrista

Ouvrier agricole et clandestin aux Etats-Unis

Roberto est ouvrier agricole dans un grand domaine du Mexique. Avec sa femme et son enfant, il vit dans une cabane. Bien qu'il travaille dur, il a beaucoup de difficultés. Comme beaucoup d'autres, il décide un jour de passer la frontière pour travailler chez les gringos, aux Etats-Unis. Il suit un groupe d'autres ouvriers à travers la montagne. Ils seront poursuivis par les hélicoptères et les chiens des policiers de l'immigration. Enfin, il trouve un travail avec d'autres alambristas (clandestins), il ramasse des tomates, jusqu'au moment où les flics débarquent avec leurs grosses voitures noires pour chasser les alambristas de connivence avec les propriétaires du champ qui n'ont pas besoin de payer les ouvriers sans papiers. Roberto en réchappe, trouve du travail dans un grand domaine, rencontre des camarades qui lui apprennent les rudiments de l'anglais et de l'américain way of life. Ils lui apprennent à ne pas demander les haricots avec saucisses mais des œufs au bacon — avec l'accent. Il apprendra qu'en payant quarante dollars une carte-bidon, on peut circuler relativement librement aux USA même si on est clandestin ! Il apprendra à circuler, cramponné aux wagons le marchandises pour traverser les USA jusqu'en Californie. En Californie, il connaîtra les cadences dans les vignes. Pris dans une rafle à l'occasion d'un bal le dimanche soir Roberto « El alambrista » sera reconduit à la frontière mais avec un passeur de même avec des propriétaires terriens. Le périple de Roberto ne s'arrête pas là. D'ailleurs on ne peut pas raconter ce film, il faut le voir. Il montre bien l'existence des travailleurs agricoles mexicains aux Etats-Unis, quelle est leur vie de clandestins, quel est leur travail dans les grands domaines de Californie. Les images sont superbes et le film a obtenu la « camera d'or » du festival de Cannes. Autant dire que les conditions de vie et de travail de ces alambristas sont très proches de celles des travailleurs immigrés en France et en particulier des ouvriers agricoles saisonniers.

Corse

S'organiser face à la répression (2) Des acquis

HIER, nous avons fait état de la mise en place, en Corse, d'un collectif pour la libération des emprisonnés, des faits récents de répression et de la politique du

pouvoir ainsi que de la position des dirigeants du PCF. Il y a aussi des faits qui discréditent la politique du pouvoir et se transforment en victoire pour le peuple.

La nouvelle réglementation que le gouvernement français voulait mettre en place à l'égard des prisonniers politiques corses visait à limiter le droit de visite pour leurs familles. Cela se traduisait par la nécessité pour les familles de se déplacer de Corse et de passer quatre à huit jours à Paris — avec tous les frais supplémentaires que cela entraîne — dans l'attente d'un permis de visite (alors qu'avant, il suffisait de le demander par lettre). Face à cette situation intolérable, les prisonniers politiques corses ont commencé dès le 9 octobre la grève de l'instruction. Les familles des détenus de Fleury-Mérogis (ils sont vingt) ont décidé de protester publiquement. Le comité antirépression (CAR) d'Aiacciu a stigmatisé le fait que « les prisonniers politiques corses ont été une fois de plus déportés très loin de leur pays » et qu'il s'agit là « d'une nouvelle injustice envers le peuple corse ». Le comité de soutien aux Corses emprisonnés (de Paris) exigeait également la suppression de cette mesure. Suite à plusieurs entrevues infructueuses à la préfecture, demandant le rétablissement du droit de visite selon les procédures appliquées jusqu'à ce jour, l'Association d'aide aux familles des emprisonnés « A Riscossa » organisait, le 18 octobre, une manifestation populaire. Ils ont barré la route de Bastia et dit que cela recommencerait tous les soirs jusqu'à ce que cesse cette brimade. Le lendemain, le pouvoir reculait et le préfet envoyait une lettre aux familles leur indiquant qu'il revenait aux conditions antérieures. C'est une victoire pour les emprisonnés et leurs familles, pour le peuple corse et pour tous ceux qui les soutiennent.

C.L.

Demain : le non-lieu pour José Strömbohn et ses camarades.



Exigeons la libération de tous les prisonniers politiques corses.

Communiqué de presse  
CFDT (extraits)

**Peltex-St-Dié : 140  
licenciements**

Peltex Saint-Dié a vu, en quatre ans, ses effectifs se réduire de 800 à 140 travailleurs ! Or, aujourd'hui... !!! à ces 140 on annonce leur licenciement !

Sont-ce là les premiers effets du plan Vosges ? Dans une région durement touchée par le chômage, les fermetures, au lieu de créer des emplois, on continue de laisser fermer les entreprises, de liquider les emplois (30 pré-retraites à Montefibre et des craintes quant à l'avenir).

La CFDT-Hacuitex appelle les travailleurs à mener l'action et à répondre à l'appel de leurs organisations syndicales.

Seule l'action paie ! C'est bien grâce à l'action que les travailleurs de chez Chague ont obtenu l'annulation des quarante licenciements !!

La CFDT appelle les travailleurs à se mobiliser et à mener l'action pour que vive les Vosges et pour vivre et travailler au Pays lorrain.

La CFDT-Hacuitex tiendra son assemblée générale de militants le 2 novembre à Epinal et une conférence de presse aura lieu le 3 novembre à 10 h 30 à Epinal au siège de la CFDT, afin de faire le point sur la situation dans nos branches et plus particulièrement dans le groupe Willot/Boussac un mois après la signature du contrat de location de gérance par les Frères Willot.

Grenoble

**Soutien aux paysans  
du Larzac**

Plus de deux cents personnes ont assisté vendredi dernier au meeting de soutien aux paysans du Larzac, organisé vendredi dernier par le comité Larzac de Grenoble.

Après un film sur le Larzac, il y eut un débat intéressant, introduit brièvement par un paysan concerné, sur la situation du plateau (on a parlé en particulier de l'importante mobilisation et du moral d'acier des paysans) et sur l'organisation concrète du soutien à Grenoble.

Furent ensuite présentées les diverses propositions du Comité de Grenoble, dont l'organisation d'un rassemblement le samedi 28 dans le cadre de la journée nationale d'action (à 19 heures, place Notre-Dame) et le renforcement du Comité Larzac local.

Correspondant Grenoble.

Hôtel Suffren-la-Tour

**La lutte continue**

Non, Monsieur Huard, la grève n'est pas un jeu, ni une kermesse, à votre mépris les travailleurs en grève de l'Hôtel Suffren La Tour, syndiqués comme non-syndiqués, vous répondent à l'unanimité :

La grève continue

Vous voudriez faire croire que la grève s'essoufle et que les grévistes se fatiguent, mais les travailleurs ne sont pas dupes de vos manigances.

Nous sommes déterminés à poursuivre la grève jusqu'à la satisfaction de nos justes revendications.

Vous voudriez faire croire que vous négociez, mais vos réponses sont négatives (1.)

Voici les réponses de Monsieur Huard aux revendications des travailleurs.

- 2 300 F hors nourriture.
- Non, 2 106 F.
- 250 F plus 4 % :
- Non : « division des salaires en augmentant certains services au détriment des autres ».
- 40 heures par semaine :
- Non, je « ne peux pas ».
- Prime de fin d'année de 500 F.
- Non, 300 F.
- Suppression des contrats à durée déterminée :
- Non, « ça n'existe pas ».
- Suppression de deux chambres par étage :
- Non « les aspirateurs marchent tout seuls ».
- Prime d'ancienneté de 500 F pour trois ans plus 150 F par année :
- Non, « c'est trop ».
- Dix jours fériés :
- Non « pas avant deux ans ».
- Cinquième semaine de congés payés :
- Non « je ne peux pas ».

Vous voudriez faire croire que nous sommes des irresponsables, des suivistes, mais vous qui parlez de conscience professionnelle vous devez de respecter les travailleurs.

Votre rôle est de gérer l'entreprise et non de mépriser ceux qui la font fonctionner.

Huard cédera !

La grève paiera !

Soutenez la lutte des travailleurs de l'hôtel Suffren La Tour.

Comité de grève

Comité d'entreprise de  
Michelin

**La confiance règne**

Les élections au Comité d'établissement Michelin approchent. Depuis longtemps, le comité d'entreprise est tenu par la CGT.

Avant 1968, la CGT était quasiment le seul syndicat à Michelin. Mais depuis 10 ans, elle subit une lente érosion, si bien que la CFTC la talonne maintenant partout. Aux dernières élections de délégués du personnel, il y a six mois, la CGT a encore reculé de 6 %. Ceci est la conséquence de la soumission de la CGT à la stratégie électoraliste du PCF et à ses revirements tactiques.

Dans les hautes sphères du PCF et de la CGT on s'attend au pire pour les prochaines élections au comité d'entreprise.

Ceci a donné lieu à de nouvelles petites manœuvres pas très jolies, jolies.

Le directeur du comité d'entreprise, qui s'occupe des œuvres sociales, colonies de vacances etc., est embauché et salarié du comité d'entreprise. C'est un poste clé.

Il est tenu comme il se doit par un militant du PCF. Le « hic » est que ce directeur est âgé et proche de la retraite. Normalement, il devrait partir en retraite en 1981.

Seulement voilà, dans les hautes sphères PCF-CGT on a prévu qu'en laissant ce directeur en place et dans le cas où l'on perdrait les élections du comité d'entreprise (comme quoi on envisage l'avenir avec confiance) ce serait la CFDT qui embaucherait un nouveau directeur en 1981.

C'est pourquoi à Michelin on vient d'apprendre que le « vieux » directeur du comité d'entreprise vient d'être mis à la retraite anticipée (licencié en somme) et remplacé par un jeune (toujours PCF bien entendu).

Jeune directeur plein d'avenir qui permet d'envisager les élections du comité d'entreprise avec confiance et lève l'hypothèque de 1981. Comme cela même si la CFDT prend la majorité au comité d'entreprise, on aura toujours un directeur PCF.

Il paraît même que le « vieux » directeur n'a été averti qu'au dernier

moment et mis devant le fait accompli de sa « mise à la retraite ».

De tels faits mettent à nu la nature bourgeoise, politicienne et manœuvrière de ce parti prétendument communiste.

Correspondant HR.

**Occupation de  
l'inspection  
académique de  
Moulins**

Réunis le 18 octobre à l'appel du SNI, une centaine d'instituteurs ont décidé d'occuper l'inspection académique pour réclamer les vingt-cinq postes qui manquent pour les normaliens et les remplaçants.

Devant la détermination des occupants, le responsable administratif de l'académie (l'inspecteur d'académie est en congé de maladie) est contraint de téléphoner immédiatement au ministère.

Pendant cette communication téléphonique qui a duré une demi-heure, les enseignants se répartissent dans les divers services pour expliquer aux employés de l'inspection académique les motifs de l'occupation et du blocage des issues par des autos. Partout, le personnel donnait le meilleur accueil aux enseignants, en particulier en apprenant la subite docilité de leur chef, Crouzet, qui se conduit avec eux de façon odieuse.

Résultat du coup de téléphone, huit postes sont débloqués immédiatement. Les autres cas seront « étudiés favorablement et sans doute obtenus après la Toussaint ».

Un large débat démocratique s'ouvre alors à l'issue duquel il est décidé de suspendre provisoirement l'occupation, de populariser la lutte et de faire connaître ses résultats immédiats, de convoquer un nouveau rassemblement, massif cette fois, pour occuper l'inspection académique, le mercredi 25 octobre à partir de 15 h, afin d'imposer par la force que soient tenues les promesses ministérielles concernant les dix-sept autres postes.

Correspondant HR.

Montreuil (Région  
parisienne)

Au lycée Jean-Jaurès de Montreuil, pendant la poursuite de l'occupation du lycée par les élèves, dans la nuit du 23 au 24, les flics ne sont pas intervenus, les élèves ont rendu les clés à l'administration. Certains élèves continuent la grève bien, qu'apparemment, ils ne soient pas soutenus dans les faits par de nombreux professeurs et parents.

Tours

Dès la rentrée, devant la multiplicité des classes surchargées, un mouvement unitaire professeurs-parents-élèves est apparu dans les quatre lycées de Tours. Après des grèves tournantes dans l'unité, les parents, les enseignants et les élèves ont à plusieurs reprises occupé l'inspection académique. Devant le refus de l'Education nationale de satisfaire leurs justes demandes, les élèves, unis avec à leur tête leur camarade du technique, ont donné une ampleur nouvelle à ce mouvement en posant leur situation devant l'ensemble des travailleurs.

Ils ont donné la véritable dimension à la lutte qu'ils mènent en scandant le mot d'ordre unitaire des futurs travailleurs « Beullac, Beullac, ton école fait des chômeurs ! ».

Ainsi un millier d'élèves et de professeurs sont en train de renforcer un mouvement parti sur des bases justes.

A l'occasion de la parution  
de L'Humanité Rouge  
en tant qu'organe central  
du PCML

**Abonnements spéciaux  
pendant une durée  
d'un mois**

L'abonnement d'un mois :  
15 F francs

Cette forme d'abonnement s'adresse  
aux nouveaux abonnements et non  
aux réabonnements

ASSOCIATION DES AMITIES FRANCO-CHINOISES  
B.P. 325 - 13211 Marseille Cédex 01

**HAN SUYN  
à  
MARSEILLE**



**CONFERENCE**

« La Chine d'aujourd'hui »

**JEUDI 26 OCTOBRE à 20h 30**

Salle Saint Georges  
Avenue de la Corse 13007 Marseille

Un nouveau livre aux Editions du Centenaire.  
*Histoire du mouvement communiste  
international. 1848 - 1917. (Tome 1)*

Ce livre est disponible aux Herbes Sauvages  
70, rue de Belleville. Paris 20e

Un livre sur la libération de Phnom Penh  
*« Phnom Penh libérée »*  
aux Editions sociales

Ce livre est disponible aux Herbes sauvages, 70, rue  
de Belleville, Paris 20e

**l'humanité rouge**

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson -  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :  
Annie Brunel  
L'Humanité rouge : pour toute correspondance :  
BP : 61 75861 Paris cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source  
Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druésne  
Commission paritaire No 57 952.  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle.  
Dépot légal 4e trimestre 1978.

**M**ERCREDI 18 octobre, la police attaquait avec une extrême violence la manifestation des résidents des foyers Sonacotra de Metz qui avait été décidée pour protester contre l'expulsion le matin même de neuf délégués. Le témoignage ci-dessous confirme le caractère très violent et raciste de cette intervention policière. Rappelons que vingt résidents ont été blessés dont huit, atteints de traumatismes, ont dû être hospitalisés. Les résidents de Metz ont été jusqu'à présent les seuls dont la justice ait décidé définitivement l'expulsion. Ainsi que le dit le Comité de coordination dans son dernier communiqué : « La Sonacotra a échoué devant plusieurs tribunaux qui n'ont pas ordonné l'expulsion des résidents. C'est pourquoi elle est particulièrement déterminée à profiter des rares cas où la décision en appel lui a été favorable pour faire un exemple. » Ceci est d'autant plus vrai que la grève dans l'Est est très largement suivie et très solide. L'intervention policière montre quelle est la politique suivie par la pouvoir vis-à-vis des immigrés. Il ne leur reconnaît que le droit de se taire ou celui d'être expulsé. Cette politique débouche sur la violence raciste qu'elle soit le fait des policiers comme à Metz, ou d'autres individus comme à Toulouse où un jeune français d'origine arabe a été torturé. Pour protester contre l'intervention policière de Metz et contre les expulsions, une manifestation nationale des résidents des foyers en grève aura lieu samedi 28 octobre à Metz.

«Les flics  
étaient partout  
et cognaient.  
Je n'ai jamais  
vu ça»

## Témoignage sur l'intervention policière contre les manifestants des foyers SONACOTRA de Metz

Le nombre de flics était impressionnant. Ils nous sont tombés dessus. Aucune tentative de négociation n'a été entreprise de leur part. J'ai réalisé ce qui se passait (je me trouvais alors au milieu du carrefour) lorsque j'ai vu des résidents tomber matraqués. Il y a eu alors une terrible débâcle. Les flics étaient partout, matraque en main, toujours prêts à frapper, essayant d'en cogner le plus possible. C'était terrible. Je me suis approchée d'un groupe, complètement horrifiée, j'ai été vers la camarade qui criait très fort, à bout de nerfs, lui ai dit (chose absolument absurde, mais c'était la seule qui me venait à l'esprit après ce que je venais de voir et qui continuait encore) : « Tu te rends compte ! C'est terrible ! Je n'ai jamais vu ça ! ». Et elle de me répondre, en s'adressant au flic en civil en face d'elle (qui était en fait le commissaire principal, comme je devais l'apprendre par la suite) : « C'est comme ce sale porc ! ». Le commissaire l'a alors empoignée, aidé de deux autres flics et violemment l'ont emmenée dans le J7 (la camionnette). Cette scène s'est passée en quelques secondes. Je n'ai pas pris le temps de réfléchir et je me suis précipitée pour essayer de la dégager de ces salauds. Ils m'ont alors embarquée avec puisque « j'en voulais aussi » comme ils disaient.

### DANS LA CAMIONNETTE

Toute la période précédente avait duré cinq ou six minutes. Je me suis retrouvée dans une fourgonnette où se trouvait déjà Ahmed (un délégué), menottes aux poignets. Il gémissait, je me suis mise à côté de lui et lui ai passé le bras autour des épaules pour le reconforter (Ahmed nous dira, plus tard à l'hôpital, que les coups s'étaient abattus sur lui comme la grêle). Le flic m'a dit de le laisser tranquille et de me mettre sur l'autre banquette. Je lui ai répondu que ne pouvais pas le laisser comme ça. Il m'a alors empoignée et m'a jetée sur la banquette d'en face. Je me suis tenue tranquille. Il était comme fou et j'avais peur qu'il ne s'en prenne à Ahmed. Un autre flic est entré dans la

camionnette. Ahmed n'arrêtait pas de gémir. Le flic qui conduisait a alors bondi (cela faisait plusieurs fois qu'il lui disait de la « fermer »), l'a empoigné et l'a giflé. « Il n'a rien senti. Ce n'est que de la comédie. Il n'a même pas été cogné » (en fait, Ahmed sera hospitalisé le soir même, ayant perdu connaissance et souffrant d'un traumatisme crânien).

Cette scène était très violente. Le flic, entré le dernier, a même dû dire au chauffeur de se calmer. Loin de se calmer, le chauffeur a mis le véhicule en marche, s'en prenant même à ses collègues qui ne faisaient pas leur boulot. « Mais qu'est-ce qu'ils foutent ? Tous ces melons foutent le camp dans leur foyer ! ».

Il s'est dirigé vers les foyers, roulant à toute vitesse, s'amusant à donner la chasse aux résidents qui couraient sur le trottoir. « Regarde comme ils courent ces rats. C'est comme ça qu'on faisait avant quand j'étais à Paris ». La folie furieuse qui était en lui est vraiment indescriptible ; on m'avait dit et parlé du fascisme, de la haine raciste. Mais à ce degré, je ne me l'étais jamais imaginé. Je ne pensais pas que ça puisse exister.

On est arrivé à la hauteur des foyers. Il n'y avait pas de flics là et il a fait demi-tour pour revenir à l'endroit initial. Là, les flics sont montés avec deux autres résidents qu'ils avaient pris. Le chauffeur était très fier de lui. « Je n'en ai qu'un, mais celui-là, les gars, c'est le meneur ». Je dis en vrac les réflexions qui ont été faites : « Je me suis régalé (a dit le flic à côté du chauffeur) ils ne s'attendaient pas à celle-là, il y a longtemps que je ne me suis pas autant amusé. Dire qu'on paye nos impôts et ces salauds ne veulent pas payer leur loyer. Je le paye bien le mien. Ça ne veut pas payer le loyer, mais ça se paye des mégaphones ». Les termes de rats, melons, bougnoules venaient constamment dans leurs propos.

Il y a alors un appel-radio demandant aux voitures de rejoindre le commissariat central.

### SUR LE TRAJET DU COMMISSARIAT

Ahmed gémissait et gémissait encore. Il était inconscient. Les flics se sont adressés à lui. Ils l'ont imité, d'abord comme ça, puis en faisant des bruitages dans le micro du mégaphone (qu'ils ont confisqué aux résidents). En manipulant le mégaphone, ils l'ont fait hurler et l'idée leur est venue d'approcher le mégaphone d'Ahmed. Finalement, ils lui ont appliqué l'appareil contre sa tête, tout en le faisant marcher à pleine puissance et en lui criant dans les oreilles. On est arrivé à proximité de la ville et ils se sont calmés.

### DANS LE COMMISSARIAT

Dès qu'on est descendu de la camionnette, des photos ont été prises. Je me rappelle m'être demandée comment le journaliste avait eu vent de l'affaire, vu la rapidité avec laquelle s'étaient déroulés les événements. La camarade et moi, nous sommes entrées en premier dans la pièce où se trouvaient les cellules. On nous a demandé nos papiers ; on a dû vider nos poches, mettre dans une caisse les objets qu'on possédait : montres, bagues (j'ai même dû y mettre mes lunettes).

Après avoir relevé nos noms, prénoms, adresses, ils nous ont mises ensemble (la camarade et moi dans la même cellule). Je dois dire qu'à ce moment, jusqu'au moment où ils nous ont relâchées, ils ont été corrects avec nous. On ne peut pas en dire autant pour

les résidents. Sans être frappés, ils ont été sans cesse bousculés. On les a fouillés, on a récupéré ce qui était dans leurs poches pour le mettre dans de petits casiers. Il y avait alors cinq résidents. Puis Ahmed est venu (bien quelques minutes après les autres), tenu par deux flics, parce qu'il était complètement dans le cirage. Il s'est affalé par terre ; les flics l'ont alors fouillé et l'ont emmené rejoindre les autres résidents en cellule. Quelque temps après, le commissaire est venu me chercher pour une déposition. On a dit à l'autre camarade qu'elle passerait devant le procureur de la République pour outrage à magistrat et qu'elle resterait donc en cellule toute la nuit. J'ai demandé à rester avec elle (refus). Je suis repartie du commissariat un peu plus d'une heure après y être rentrée.



Ce n'était pas à Metz, mais à Paris. Ce n'était pas en 1978, mais en 1962. C'était Charonne en pleine guerre d'Algérie. C'est toujours l'attitude envers les travailleurs immigrés.